

Investigation : Les télévisions et radios sous perfusion (2)



Cette affiche prend le parti de la lisibilité plutôt que de l'exhaustivité. Y figurent des médias d'information qui « font l'opinion » et qui dépendent d'intérêts industriels ou financiers, de groupes de presse ou de l'État. On a limité les liens capitalistiques aux principaux actionnaires.

Après Air France et Renault, la SNCF, l'État vole au secours des radios et télévisions et débloque plusieurs milliards d'euros. Quelle forme prend cette aide exceptionnelle et avec quelles contreparties ?

L'audiovisuel public reçoit environ 3,8 milliards d'euros de taxe et d'aides publiques

Ce qui représente environ 85 % de son budget. Pour l'essentiel, il s'agit de la redevance audiovisuelle, taxe qui a rapporté 3,5 milliards lors des précédents exercices. À cette manne s'ajoutent 292 millions de subventions, en compensation de l'arrêt de la publicité après 20 heures sur les chaînes publiques.

Les deux tiers de cette redevance financent France Télévisions (10 000 salariés), un cinquième Radio France (4 600), le reste la chaîne Arte, France Médias Monde et l'INA.

<https://fr.novopress.info/194348/scandale-subventions-aux-medias-propagande/>



Ce titre résume à lui seul l'état des médias français !

À cela s'ajoutent encore un financement public (via les budgets du gouvernement) de l'audiovisuel public (497,9 M€), de l'audiovisuel extérieur (RFI, France 24 et TV5 Monde) à hauteur de 199,1 M€, de soutien aux radios locales avec 29 M€ versés via le [fonds de soutien à l'expression radiophonique](#), et les deux chaînes parlementaires (Public Sénat et la Chaîne parlementaire perçoivent 31,6 M€.

Par ailleurs, l'État français a versé 1,2 milliard d'aides directes (70 millions d'euros d'aides au développement du [portage](#), abonnements à l'[AFP](#), 250 millions d'aides versées pour la restructuration de [Presstalis](#)) et indirectes aux médias, ce qui représente 11 % du chiffre d'affaires du secteur qui est évalué à près de 10 milliards d'euros.

Ces aides publiques tombent souvent dans l'escarcelle de grands groupes industriels ou financiers qui possèdent ces médias. Pour eux, l'État est devenu une vache à lait !

« IL PARAÎT QUE
LA CONNERIE ÇA
SE CULTIVE ...
BEN J'EN CONNAIS
UN BON PAQUET
QUI ONT
LA MAIN VERTE !!! »



Les consommateurs de télévision, radios, journaux ont-ils la main verte ?

Pourquoi s'arrêter là ?

Alors que les aides à la presse écrite sont concentrées sur les titres papiers, la Cour des comptes recommande "une réforme tournée vers le numérique. L'institution propose également d'instaurer une politique de la demande pour attirer un lectorat plus jeune." Ben voyons.

<https://www.latribune.fr/technos-medias/aides-a-la-presse-la-cour-des-comptes-incite-l-etat-a-soutenir-le-numerique-767489.html>



Il existe néanmoins quelques journaux régionaux, notamment en Corse, qui informent avec objectivité.

Qui paie commande

Tout le monde connaît le vieil adage "Qui paie commande". La contrepartie de cette manne financière impose aux médias de télévision, de radio, de presse écrite une obéissance servile à l'appareil d'État.

Dès 1958, en revenant aux manettes, Charles de Gaulle avait compris l'importance du contrôle des médias. Il avait alors nommé un compagnon de la libération, Pierre Lefranc, ministre de l'Information.

Idem pour François Mitterrand qui avait nommé un très proche, Georges Fillioud, ministre de l'Information, alors que ce dernier, maire PS de Romans, dans la Drôme, n'avait aucune expérience des journaux et des médias.

Tous ces médias sous perfusion déclinent, régressent, car ils ont perdu la confiance des Français. Ainsi, la télévision a vu son taux d'audience sombrer à 38 %, la presse écrite est tombée à 44 % au niveau de son audience et la radio à 50 %.

C'est du jamais vu depuis plus de 30 ans !

Et pour cause ! Entre les enquêtes bâclées, les entretiens biaisés, les copiés-collés de dépêches AFP et les « articles » écrits dans l'urgence sans vérification, ou même réécrits en douce pour éviter le scandale, on est tombé bien bas, très bas.

Autrefois qualifiée de 5^e ou de 4^e pouvoir, la presse est devenue le supplétif d'un pouvoir qui censure, qui réprime les Gilets jaunes, qui interdit de manifester, qui détruit la biodiversité, qui affaiblit le pouvoir d'achat des retraités, qui favorise l'immigration de masse, qui, en résumé, "macronise" tout un pays !

Francis GRUZELLE

Carte de Presse 55411